

ACTION URGENTE

GAMBIE. IL FAUT EMPÊCHER UN PROJET DE LOI HOMOPHOBIE

Le président gambien étudie actuellement une proposition d'amendement du code pénal, qui discriminerait et sanctionnerait davantage les Gambiens pour leur orientation sexuelle réelle ou supposée.

Le 25 août 2014, l'Assemblée nationale gambienne a adopté un projet de loi relatif à l'amendement du code pénal, qui érige en infraction « l'homosexualité aggravée », passible de la réclusion à perpétuité. Parmi les personnes risquant d'être inculpées d'une telle « infraction » figurent les séropositifs soupçonnés d'être homosexuels, ou les individus décrits dans le projet de loi comme étant de « graves délinquants ». Il est fortement à craindre que ce terme, non défini dans le texte, soit utilisé pour désigner des individus ayant déjà été inculpés ou déclarés coupables d'infractions liées à leur orientation sexuelle réelle ou supposée.

D'autres dispositions du projet de loi vont également à l'encontre des obligations internationales de la Gambie en matière de droits humains. Un nouveau chef d'accusation lié au fait de vouloir « échapper aux représentants de l'État » pourrait servir à prendre pour cible les personnes exprimant des opinions dissidentes et cherchant à quitter le pays. Cette « infraction » est passible d'une amende allant jusqu'à 500 000 dalasi (soit près de 10 000 euros) et d'une peine de prison de cinq ans. Le président gambien Yahya Jammeh a 30 jours pour étudier ce projet de loi avant de l'approuver ou de le renvoyer devant l'Assemblée nationale pour un nouvel examen. S'il donne son aval, le texte sera promulgué et applicable dès sa publication.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez le président gambien à rejeter les dispositions du projet de loi relatif à l'amendement du code pénal, concernant l'homosexualité aggravée et le fait de vouloir échapper aux représentants de l'État ;
- engagez-le à supprimer les dispositions du code pénal érigeant en infraction les relations homosexuelles consensuelles ;
- rappelez-lui que la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples a adopté une Résolution sur la protection contre la violence et d'autres violations des droits humains de personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ;
- exhortez-le à promouvoir les droits humains de tous, quelle que soit leur orientation sexuelle, et à cesser de faire des remarques menaçantes, intimidantes ou discriminatoires à l'égard des LGBTI.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 SEPTEMBRE 2014 À :

Président de la Gambie

Yahya Jammeh

Private Mail Bag

State House, Banjul, Gambie

Courriel : info@statehouse.gm

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Président,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Gambie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

GAMBIE. IL FAUT EMPÊCHER UN PROJET DE LOI HOMOPHOB

COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'adoption du projet de loi survient alors que l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'association est de plus en plus restreint en Gambie, d'autant plus que le gouvernement contrôle les médias. Les défenseurs des droits humains, les journalistes et les opposants politiques font l'objet de harcèlement et d'actes d'intimidation, d'arrestations et de détention arbitraires, d'actes de torture et de disparitions forcées. Le président gambien critique fréquemment les défenseurs des droits humains pour leur travail de promotion et de protection des droits des minorités sexuelles. La législation gambienne érige en infraction les relations sexuelles consensuelles entre adultes du même sexe, ce qui est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 14 ans.

Le président a fait de nombreuses déclarations publiques visant les droits des LGBTI (lesbiennes, gays et personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées). Notamment, lors de l'Assemblée générale des Nations unies en 2013, il a affirmé : « Ceux qui promeuvent l'homosexualité veulent mettre un terme à l'existence de l'espèce humaine ; l'homosexualité devient un fléau contre lequel nous, musulmans et Africains, devons nous battre. » En février 2014, il a déclaré : « Nous combattons cette vermine que l'on appelle les homosexuels ou les gays de la même manière que nous combattons les moustiques responsables du paludisme, voire de manière encore plus agressive. » En 2012, 18 hommes et deux femmes ont été arrêtés lors d'une descente dans une discothèque. Ces personnes ont été accusées d'avoir tenté de commettre des « actes contre nature » et de « conspiration en vue de commettre un crime grave ». Leurs noms et leurs photos ont été publiés dans les journaux. Les poursuites ont finalement été abandonnées faute de preuves suffisantes.

En mai 2014, la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples a adopté une Résolution sur la protection contre la violence et d'autres violations des droits humains de personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée. Ce texte condamne « les attaques systématiques perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques contre des personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ».

AU 226/14, AFR 27/010/2014, 12 septembre 2014

